

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**CLIENTS, PROSPECTS**

Andbank Monaco SAM (ci-après « la Banque »), dont le siège social est situé en Principauté de Monaco (98000), 1 Avenue des Citronniers, propose des offres de produits et services bancaires et financiers.

Dans le cadre de ses activités, la Banque est amenée à collecter et traiter des données à caractère personnel relatives à ses clients, prospects, utilisateurs du site Internet, ainsi qu'à toute personne physique intervenant dans le cadre d'une relation avec la Banque, notamment en qualité de bénéficiaire effectif, représentant légal, mandataire, caution, héritier, ayant droit, porteur de carte ou plus généralement en qualité de tiers concerné.

La présente notice d'information a pour objet de vous informer sur la manière dont la Banque collecte et traite vos données à caractère personnel, ainsi que sur les droits dont vous disposez, conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles. La réglementation monégasque constitue le cadre de référence principal applicable aux traitements mis en œuvre par la Banque en Principauté de Monaco.

Au titre des traitements visés par la présente notice, la Banque agit en qualité de responsable du traitement, c'est-à-dire qu'elle détermine les finalités et les moyens des traitements de données personnelles qu'elle met en œuvre.

1. Cadre juridique applicable

La Banque traite vos données personnelles dans le respect de la réglementation monégasque applicable, et notamment :

- De la loi n° 1.565 du 3 décembre 2024 relative à la protection des données personnelles ;
- De l'Ordonnance Souveraine n° 11.327 du 10 juillet 2025 portant application de la loi n° 1.565 ;
- Ainsi que, le cas échéant, de tout autre texte applicable en matière de protection des données personnelles.

L'Autorité de Protection des Données Personnelles (l'« APDP ») est l'autorité indépendante compétente chargée de veiller au respect de ces dispositions en Principauté de Monaco.

Le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) peut également trouver à s'appliquer lorsque les conditions prévues par son champ d'application territorial sont réunies, notamment lorsque les activités de traitement sont liées à l'offre de biens ou de services à des personnes se trouvant sur le territoire de l'Union Européenne ou au suivi de leur comportement au sein de l'Union. Dans ce cas, les personnes concernées bénéficient également des droits prévus par le RGPD et peuvent introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle de l'État membre de leur résidence habituelle, de leur lieu de travail ou du lieu où la violation aurait été commise.

2. Catégories de données personnelles

Selon la nature de la relation avec vous, des services souscrits, des obligations applicables ou de l'utilisation du site Internet, la Banque peut être amenée à traiter notamment les catégories de données suivantes :

- Données d'identification et de contact : par exemple nom, prénom, date de naissance, adresse électronique, spécimen de signature ;
- Données relatives à votre situation personnelle, professionnelle, fiscale, patrimoniale et financière : par exemple situation familiale, revenus, actifs, informations fiscales, numéro d'identification fiscale ;
- Données relatives à vos connaissances et objectifs d'investissement ;
- Données relatives à la relation bancaire : par exemple numéro de compte, numéro client, opérations enregistrées sur le compte, instruments de paiement, crédits, garanties et produits ou services souscrits ;
- Données relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive et la corruption (LBC-FT-PADM/C) et à la conformité : par exemple origine et destination des fonds et du patrimoine, justificatifs économiques des opérations ;
- Données relatives à vos échanges avec la Banque et à la sécurité des locaux : par exemple correspondances, échanges, enregistrements des appels téléphoniques dans les limites prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables, données de rendez-vous, images issues des dispositifs de vidéosurveillance ;
- Données techniques et de connexion : par exemple adresse IP, journaux de connexion, date et heure d'accès, cookies et autres traceurs.

La Banque collecte principalement ces données directement auprès de vous. Elle peut également, lorsque la réglementation le permet, collecter certaines données auprès de tiers, d'administrations, d'organismes publics, d'autres entités du groupe Andbank (ci-après « le Groupe »), de prestataires spécialisés (notamment fournisseurs de bases de données de filtrage et de listes de sanctions) ou de sources accessibles au public (registres officiels, dont les registres des bénéficiaires effectifs, presse, sites Internet), notamment dans le cadre de la conformité, de l'identification de la clientèle, de la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive et la corruption (LBC-FT-PADM/C) ou de la gestion de la relation d'affaires.

Selon la relation concernée, la Banque peut également être amenée à traiter des données relatives à vos représentants légaux, mandataires, bénéficiaires effectifs, ayants droit, cautions, porteurs de carte bancaire, ou à toute autre personne intervenant directement ou indirectement dans le cadre de la relation avec la Banque. Lorsque vous communiquez à la Banque des données concernant ces personnes, il vous appartient de les informer de ce traitement et de porter la présente notice à leur connaissance.

Les données dont la communication est requise par la réglementation (notamment au titre des obligations LBC-FT-PADM/C et fiscales) ou nécessaire à la conclusion ou à l'exécution du contrat présentent un caractère obligatoire. À défaut de les communiquer, la Banque pourrait ne pas être en mesure d'entrer en relation avec vous, d'exécuter une opération ou de poursuivre la relation. Le caractère facultatif de certaines données vous est signalé lors de leur collecte.

3. Finalités des traitements

La Banque traite vos données personnelles pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, notamment pour :

- L'entrée en relation, la gestion des demandes d'informations, des prises de rendez-vous et des échanges précontractuels ;
- La connaissance du client, la vérification et la mise à jour de vos données ;
- L'ouverture, l'administration et l'exécution de la relation de compte ;
- La gestion du compte et de la relation bancaire (notamment la réception, l'exécution, le suivi et la gestion des transactions) ;
- La fourniture, la gestion et le suivi des produits et services bancaires, financiers et d'investissement proposés par la Banque ;
- L'évaluation de l'adéquation, du caractère approprié ou de tout autre test requis dans le cadre des services fournis ;
- L'octroi, la gestion et le suivi de financements, garanties ou autres concours ;
- La gestion des incidents, réclamations ou contentieux ;
- L'évaluation, la prévention et la gestion des risques, y compris les contrôles, audits et dispositifs de maîtrise du risque ;
- La prévention, la détection et le traitement de la fraude, des impayés, des abus, des opérations atypiques ou suspectes et, plus généralement, des risques opérationnels et financiers ;
- La sécurité des personnes, des biens, des locaux, des systèmes et des opérations ;
- La réalisation d'analyses, de statistiques, de reportings et d'études internes, dans le respect de la réglementation applicable ;
- La prospection commerciale, les actions de communication et la proposition de produits ou services susceptibles de correspondre à vos besoins, dans le respect du cadre légal applicable ;
- La conservation, l'archivage et la gestion de la preuve ;
- L'enregistrement et la conservation des conversations téléphoniques et des communications électroniques, lorsque la réglementation l'impose (notamment en matière de services d'investissement) ou à des fins de preuve des instructions et opérations ;
- Le filtrage des personnes et des opérations au regard des mesures de gel des avoirs et des sanctions financières nationales et internationales, et, le cas échéant, les déclarations de soupçon auprès de l'autorité compétente ;
- Le respect des obligations d'échange automatique d'informations en matière fiscale (EAI/CRS, FATCA) ;
- La gestion du site Internet, y compris la mesure d'audience et le dépôt de cookies et autres traceurs, dans les conditions précisées par la politique cookies de la Banque ;
- La constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ;
- Le respect des obligations réglementaires applicables à la Banque notamment en matière de connaissance client, de LBC-FT-PADM/C, d'obligations fiscales, comptables et prudentielles.

4. Bases juridiques des traitements

La Banque ne traite vos données à caractère personnel que lorsqu'au moins une base juridique précisée ci-dessous le permet, conformément à la législation applicable.

Selon les cas, les traitements mis en œuvre peuvent être fondés sur l'une des bases juridiques suivantes :

- Exécution d'un contrat ou de mesures pré-contractuelles prises à votre demande ;
- Respect d'une obligation légale ou réglementaire ;
- Intérêt légitime poursuivi par la Banque ou par un tiers, sous réserve que ne prévalent pas vos intérêts ou vos droits et libertés fondamentaux ;
- Consentement donné ;
- Sauvegarde de vos intérêts vitaux ou de ceux d'une autre personne physique, dans les cas exceptionnels où ce fondement trouverait à s'appliquer.

Dans le cadre de ses activités, la Banque s'appuie principalement sur les bases juridiques suivantes :

- Respect de ses obligations légales et réglementaires ;
- Exécution de la relation contractuelle ;
- Intérêt légitime (notamment : prévention de la fraude, sécurité des personnes, des biens et des systèmes, gestion consolidée des risques au sein du Groupe, prospection commerciale auprès de la clientèle pour des produits ou services analogues, constatation, exercice ou défense de droits en justice).

Le recours au consentement intervient lorsque ce fondement est requis ou approprié au regard du traitement concerné et peut être retiré à tout moment.

5. Communication des données personnelles

Dans le cadre de ses activités, et dans la limite de ce qui est nécessaire, la Banque peut être amenée, à communiquer certaines de vos données personnelles, notamment :

- Au sein du Groupe lorsque cette communication est nécessaire à la gestion de la relation, à l'exécution d'opérations, au respect d'obligations réglementaires, à l'organisation du contrôle interne, à la gestion consolidée des risques ou à d'autres finalités légitimes dûment encadrées ;
- À des intermédiaires, infrastructures de marché, dépositaires, correspondants bancaires, établissements financiers ou prestataires de services de paiement, lorsque cela est nécessaire à l'exécution d'opérations, à la fourniture de services bancaires ou financiers ou au traitement d'instruments de paiement ;
- À des professions réglementées ou conseils externes, tels que des notaires, avocats, huissiers de justice, experts, auditeurs ou autres intervenants habilités, lorsque leur intervention est requise dans le cadre d'une opération, d'un financement, d'une succession, d'un contentieux, d'un audit ou de toute autre situation légitime ;
- À des autorités administratives, réglementaires, prudentielles, fiscales, de contrôle ou judiciaires (notamment l'Autorité Monégasque de Sécurité Financière, la Commission de Contrôle des Activités Financières et la Direction des Services Fiscaux à Monaco et l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution en France),

lorsque la loi, la réglementation ou une demande juridiquement fondée impose ou autorise cette communication et dans le cadre exclusif des missions qui leur sont légalement conférées ;

- À des gérants de fortune externes, apporteurs d'affaires ou à toute autre personne que vous avez mandatée ou autorisée ;
- À des prestataires ou partenaires intervenant dans le cadre des activités de la Banque (notamment prestataires informatiques et d'hébergement, d'archivage, d'impression et de mise sous pli, de filtrage LBC-FT-PADM/C, réseaux de cartes de paiement, messageries financières telles que SWIFT), sous réserve d'un encadrement approprié.

La Banque veille à ce que toute communication de données soit justifiée, proportionnée et encadrée conformément à la réglementation applicable.

6. Transferts de données hors de la Principauté de Monaco

Des données personnelles peuvent être transférées hors de la Principauté de Monaco lorsque le pays, territoire ou organisation internationale destinataire assure un niveau de protection adéquat au sens de la réglementation applicable.

En l'absence d'un niveau de protection adéquat, un transfert ne peut intervenir que si des garanties appropriées sont mises en place ou si une dérogation prévue par la réglementation trouve à s'appliquer.

Selon les cas, ces garanties peuvent notamment résulter :

- De clauses contractuelles types approuvées ;
- De règles d'entreprise contraignantes ;
- D'un code de conduite ou d'un mécanisme de certification assorti d'engagements opposables ;
- Ou de toute autre garantie admise par la réglementation applicable.

Lorsque cela est requis, la Banque accomplit les formalités ou démarches applicables auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles. Vous pouvez obtenir des informations complémentaires sur les garanties mises en œuvre, ou une copie de celles-ci, en contactant le Délégué à la Protection des Données.

A titre d'exemple, au sein du Groupe, les entités pouvant recevoir des données sont établies en Espagne et en Principauté d'Andorre, ces deux pays présentant un niveau de protection adéquat.

Dans le cadre de l'exploitation du site Internet de la Banque, certaines données techniques ou de navigation peuvent, le cas échéant, être hébergées ou traitées avec l'appui de prestataires ou d'entités du Groupe situés hors de la Principauté de Monaco. Lorsque de tels transferts interviennent, la Banque veille à ce qu'ils soient encadrés conformément à la réglementation applicable et assortis, le cas échéant, des garanties appropriées requises.

7. Durée de conservation des données personnelles

Vos données à caractère personnel sont conservées pendant une période n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

La Banque détermine les durées de conservation applicables en tenant compte notamment :

- De la finalité du traitement ;
- De la nature des données concernées ;
- Des obligations légales, réglementaires, prudentielles, comptables, fiscales ou probatoires applicables ;
- Des délais de prescription applicables ;
- Et, le cas échéant, des besoins liés à la gestion des contentieux, contrôles, audits ou enquêtes.

À l'issue de la période de conservation active, les données personnelles peuvent, selon les cas, être archivées pour répondre à une obligation légale, réglementaire, probatoire ou contentieuse, ou être supprimées ou détruites de manière sécurisée.

À titre indicatif, et sous réserve de durées plus longues imposées par la réglementation ou justifiées par une procédure en cours, les principales durées de conservation sont les suivantes :

- Données relatives à la relation d'affaires et aux opérations : cinq (5) ans à compter de la fin de la relation d'affaires ou de l'exécution de l'opération ;
- Données des prospects n'ayant pas donné lieu à une entrée en relation : cinq (5) ans à compter du dernier contact émanant du prospect ;
- Cookies et traceurs : treize (13) mois

8. Droits

Conformément aux dispositions réglementaires applicables en matière de protection des données personnelles, vous disposez des droits suivants :

- Droit d'accès à vos données : vous êtes en droit d'obtenir la confirmation que des données personnelles vous concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, y accéder et en obtenir une copie ;
- Droit de rectification de vos données : il vous est possible de demander la rectification de données inexacts, incomplètes ou non à jour ;
- Droit d'opposition : vous pouvez vous opposer à tout moment, sans frais et sans avoir à vous justifier, au traitement de vos données à des fins de prospection commerciale, y compris au profilage lié à cette prospection. Vous pouvez également vous opposer, pour des raisons tenant à votre situation particulière, à un traitement fondé sur l'intérêt légitime de la Banque, sauf si celle-ci démontre l'existence de motifs légitimes et impérieux qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ;
- Droit à l'effacement : vous pouvez demander l'effacement de vos données personnelles dans les cas prévus par la réglementation applicable, notamment lorsque ces données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour

lesquelles elles ont été collectées ou traitées, lorsque vous retirez votre consentement et qu'aucune autre base légale ne justifie la poursuite du traitement, ou lorsque le traitement est illicite. Ce droit s'exerce sous réserve des obligations légales ou réglementaires de conservation, des nécessités probatoires, de la défense de droits en justice et des autres exceptions prévues par les textes applicables ;

- Droit à la limitation du traitement : dans les cas prévus par la réglementation applicable, vous pouvez demander la limitation du traitement de vos données personnelles. Lorsque ce droit s'applique, vos données ne peuvent plus faire l'objet que des opérations autorisées par les textes applicables, pendant la durée nécessaire à l'examen de votre demande ou à la situation justifiant cette limitation ;
- Droit à la portabilité : lorsque ce droit est applicable, vous pouvez obtenir les données personnelles que vous avez fournies à la Banque dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et demander leur transmission à un autre responsable du traitement lorsque cela est techniquement possible. Ce droit s'applique aux traitements automatisés fondés sur votre consentement ou sur l'exécution d'un contrat ;
- Droit de retirer votre consentement : lorsque le traitement est fondé sur votre consentement, vous pouvez le retirer à tout moment, sans que ce retrait ne compromette la licéité du traitement effectué avant celui-ci ;
- Droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée : vous avez le droit de ne pas faire l'objet d'une décision produisant des effets juridiques vous concernant ou vous affectant de manière significative, lorsque cette décision est fondée exclusivement sur un traitement automatisé de vos données personnelles, y compris le profilage. Dans ce cadre, vous pouvez demander une intervention humaine, exprimer votre point de vue et contester la décision. Ce droit ne s'applique toutefois pas lorsque la décision est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, autorisée par une disposition légale ou repose sur votre consentement explicite, sous réserve que des garanties appropriées soient mises en place pour la protection de vos droits et libertés.

L'exercice de vos droits est gratuit. Toutefois, la Banque peut exiger le paiement de frais raisonnables tenant compte des coûts administratifs, ou refuser de donner suite, en cas de demande manifestement infondée ou abusive, notamment en raison de son caractère répétitif. Des frais raisonnables peuvent également être demandés pour toute copie supplémentaire.

Vous pouvez exercer vos droits auprès de la Banque, à l'attention du Délégué à la Protection des Données à l'adresse électronique suivante : **dpo@andbank-monaco.mc** ou par courrier postal à l'adresse du siège social.

La Banque prend toutes les mesures raisonnables pour vérifier l'identité de la personne qui présente une demande. En cas de doute raisonnable sur l'identité du demandeur, des informations complémentaires pourront être demandées. Dans cette hypothèse, le délai de réponse est suspendu jusqu'à réception des éléments nécessaires à cette vérification.

La Banque répond à toute demande d'exercice des droits dans un délai d'un mois à compter de sa réception. Ce délai peut être prolongé de deux mois supplémentaires en cas de demande complexe ou de pluralité de demandes, sous réserve que vous en soyez informé, ainsi que des motifs de cette prolongation, dans le délai initial d'un mois.

Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles (APDP), autorité administrative indépendante monégasque, dont les coordonnées sont disponibles sous le lien Internet suivant : <https://apdp.mc/contact/>.

9. Sécurité

La Banque met en œuvre des mesures techniques, organisationnelles et physiques appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et de préserver la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des données personnelles et des systèmes qui les traitent.

Ces mesures tiennent compte notamment de la nature des données traitées, des finalités poursuivies, de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes concernées.

Par ailleurs, la Banque vous recommande de prendre toutes mesures utiles pour une navigation prudente sur Internet (par exemple utiliser un navigateur à jour, installer des pare-feu et antivirus, effacer les traces de navigation, etc.) et d'être vigilant quant à la sécurité de votre messagerie électronique. La Banque ne vous demandera jamais de lui communiquer vos codes d'accès ou mots de passe par courrier électronique, par SMS ou par téléphone.

10. Dispositions finales

La présente notice est communiquée à titre informatif aux personnes concernées par les traitements mis en œuvre par la Banque. Elle a pour objet de satisfaire aux obligations d'information applicables en matière de protection des données personnelles et n'a pas, en elle-même, de valeur contractuelle.

La présente notice est susceptible d'être mise à jour afin de tenir compte des évolutions légales, réglementaires, organisationnelles ou opérationnelles applicables à la Banque.

La version en vigueur est celle mise à disposition par la Banque par les moyens appropriés.

Date de dernière mise à jour : octobre 2026